



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA HAUTE MARNE
ARRONDISSEMENT DE LANGRES
MAIRIE DE BOURBONNE LES BAINS (52400)
☎ 03 25 90 14 80
✉ mairie.de.bourbonne@orange.fr

2022/DEC/ 96

Droit de préemption urbain au 37 bis avenue de la Gare Lot n°30 - à Bourbonne les Bains

Le Maire de la Commune de BOURBONNE LES BAINS

VU le Code des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU la délibération n°2020/7 « Délégations d'attribution du Conseil Municipal au Maire – alinéa n°15 » du 09 juin 2020,

VU la délibération n°2022/69 du Conseil Municipal de la Commune de Bourbonne les Bains du 18 octobre 2022

VU la délibération n°2019_018 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes des Savoir-Faire en date du 21 février 2019,

VU la DIA n°05206022B0074 reçue le 17 octobre 2022 à la Commune de Bourbonne les Bains émanant de Maître Pascal JUNG pour la vente de la parcelle cadastrée section AD 256,

CONSIDÉRANT qu'aucun projet n'est envisagé par la Commune sur cette parcelle. Il n'est pas nécessaire de préempter cette dernière,

DÉCIDE

Article 1^{er}: Il est décidé de ne pas préempter la vente de la parcelle cadastrée section AD 256 – 37 bis Avenue de la gare – Lot n°30 à Bourbonne les Bains pour un montant de 150.00 €.

Article 2: Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains est chargé de l'exécution de la présente décision.

Envoyé en préfecture le 21/10/2022

Reçu en préfecture le 21/10/2022

Affiché le 21/10/2022

ID : 052-215200403-20221021-DEC2022_96-AR



Article 3 : Il sera rendu compte de cette décision au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance et publiée.

Copie de la présente décision adressée à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Langres

- Maître Pascal JUNG

- La DDFIP des Vosges

A Bourbonne les Bains,
le 21 octobre 2022
Le Maire par délégation du Conseil Municipal,

Monsieur André NOIROT



Le Maire de la Commune de Bourbonne les Bains certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa transmission et/ou de sa notification et publication